

# Bâtir sa carrière dans le domaine de l'immobilier

**Alexandre Gascon**

**Travailler de 9 à 5, c'est attirant. Un horaire de travail fixe qui permet d'organiser son temps en conséquence, un emploi généralement stable accompagné d'une bonne sécurité, un salaire souvent intéressant qui vient gonfler le compte en banque aux deux semaines avec une belle régularité rassurante.**

C'est ce qu'Audrey Gee avait. Directrice du *Jardin des Étoiles* au Centre Belle-Alliance à Summerside, elle quitte le poste en 2006 afin de «relever de nouveaux défis», de son propre aveu. «Je m'étais fixé des objectifs pour le *Jardin* et après quelques années, j'avais l'impression de les avoir atteints», raconte Mme Gee.

Un besoin de changement se fait alors sentir et Audrey réoriente sa carrière. De sa formation d'enseignante préscolaire, la jeune femme change de branche et devient agente immobilière. Un métier qui demande de l'entregent et de l'initiative, mais qui n'offre pas le même confort que son emploi précédent. Car aucun salaire n'est assuré tant que les maisons ne sont pas vendues. Les agents travaillent à commission et récolte un certain pourcentage du fruit de leur travail lorsqu'ils concluent une vente. Il faut donc manger ses croûtes pour ramener du beurre sur la table. Mais c'est justement ce *thrill* qui a motivé l'ancienne directrice du *Jardin des Étoiles* à entrer dans cette confrérie de l'immobilier. Les avantages sont nombreux : flexibilité dans les heures de travail, être jusqu'à un certain point son propre patron, gérer son temps en regard de ses priorités et possibilité d'un bon revenu à la



**Audrey Gee, agente immobilière chez Royal LePage Country Estates, devant la maison en vente de feu Gary Robichaud.**

fin de l'année. Des conditions qui sont aussi alléchantes que périlleuses. Car laxisme et procrastination guettent. Il s'agit de toujours s'assurer de garder un bon niveau de motivation.

## La clé du succès

«La motivation évidemment, lance Audrey qui travaille aujourd'hui chez Royal LePage, mais d'autres qualités sont essentielles. La discipline, l'esprit d'initiative, les aptitudes sociales et le leadership», énumère-t-elle. Il faut savoir créer des contacts, entretenir des liens avec le plus de gens possible dans sa communauté et ailleurs. «Oui, il y a une compétition

entre les agents, mais le travail d'équipe est également très présent. Ici, on se rencontre une fois par semaine pour mettre en commun nos percées ou nos difficultés, référer un agent à un client, etc.», explique Mme Gee. L'époque actuelle est intéressante pour ceux qui souhaitent devenir agent immobilier, estime la jeune femme, étant donné que la population vieillit et donc que plusieurs chercheront un endroit pour écouler leurs jours et certains agents en viendront également à leur retraite. «Il y aura toujours de la place pour quelqu'un qui est motivé et déterminé, qui souhaite vraiment exercer le métier.»

## Toujours le bilinguisme

Comme dans pratiquement tous les domaines à l'Île-du-Prince-Édouard, le bilinguisme se révèle un atout de taille. Peu d'agents maîtrisent le français à l'Île, ce qui confère un indéniable avantage aux bilingues qui peuvent ainsi rejoindre un plus grand bassin de population. «La vente d'une maison c'est une grosse décision, et souvent les francophones veulent discuter des détails dans leur langue», explique Mme Gee qui assure que sa maîtrise des deux langues officielles du pays lui a été bénéfique dans sa nouvelle carrière.

## Pas besoin de beaucoup d'études pour devenir agent immobilier

Un cours de trois semaines suffit. Un cours intense, six jours par semaine, toute la journée et un seul examen à l'échéance de l'enseignement, mais rien de comparable aux années universitaires. Afin de conserver l'autorisation de ventes, tous les agents doivent suivre à chaque année, un minimum de trois sessions de perfectionnement concernant divers aspects du métier. Une fois ces formalités dûment achevées, à vous de travailler! ❖

## SOMMAIRE

**Mettre la main sur des employés bilingues dans le domaine de la finance**  
Page 2A

**Résultats du sondage**  
Page 2A

**Problèmes d'alphabétisation pour les francophones de l'Île**  
Page 3A

**La relève en agriculture attendue avec impatience**  
Page 4A

# Le milieu de la finance à la recherche d'employés bilingues

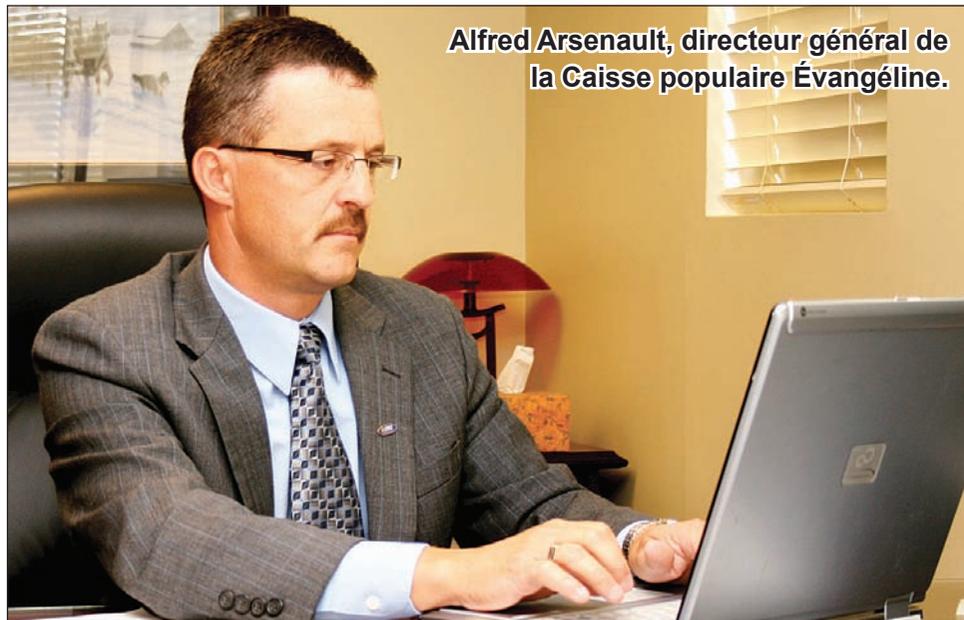
**Alexandre Gascon**

«C'est vraiment un gros défi». Voilà ce que répond Alfred Arsenault, directeur général de la Caisse populaire Évangéline, lorsque questionné sur la difficulté de dénicher des employés bilingues pour travailler dans le domaine.

Vingt employés à temps plein, à l'occasion quelques jeunes recrues à temps partiel, tous bilingues, travaillent à la Caisse populaire Évangéline. En ce moment, les effectifs de M. Arsenault sont complets, mais la situation peut changer rapidement et trouver de la main-d'œuvre qualifiée et bilingue à l'Île n'est pas chose aisée.

«Il y a quelques années, nous recherchions un employé bilingue pour le secteur commercial. Malgré tous nos efforts, on n'a pas été capable d'en trouver un et il a fallu embaucher un anglophone», se rappelle Alfred Arsenault. Des contextes semblables, le directeur général en a vu plusieurs. «Le principal problème c'est que notre région francophone n'est pas très grosse, le bassin d'employés est assez limité et c'est difficile d'aller chercher à l'extérieur», explique M. Arsenault.

De plus en plus, les caisses populaires tentent de mettre la main sur des individus avec un bon niveau de scolarité, un baccalauréat généralement, qu'il soit en finances, marketing, administration ou comppta-



Alfred Arsenault, directeur général de la Caisse populaire Évangéline.

bilité. Ce n'est pas le manque d'éducation des Insulaires francophones qui constitue le principal obstacle à l'embauche de personnes bilingues, croit Alfred Arsenault, mais plutôt l'exode de ceux-ci hors région et même hors province. Il est «très difficile de retenir nos jeunes diplômés dans la région Évangéline. Ils préfèrent choisir les plus grands centres comme Moncton, par exemple».

## Des opportunités intéressantes

Maîtriser les deux langues officielles du pays sera toujours un atout. C'est d'autant plus vrai à l'Île-du-Prince-Édouard où l'on retrouve plusieurs postes bilingues, mais peu de gens aptes à les combler. Des primes pour l'effort par contre,

à la Caisse populaire Évangéline, les employés occupant des postes désignés bilingues reçoivent un boni annuel de 800 \$. Et les possibilités d'avancement sont nombreuses. Dans les prochaines années, Alfred Arsenault croit qu'il y aura quelques postes à combler. Lui-même ayant fait ses débuts comme caissier est aujourd'hui directeur de la Caisse.

«On perd parfois des employés au profit du gouvernement fédéral ou des différentes écoles de l'Île. Ça nous cause un peu d'ennuis, mais ça permet aux autres de se faire valoir», explique-t-il. Lorsqu'on commence comme caissier, le poste de base dans la coopérative, le salaire varie entre 25 000 \$ et 33 000 \$ environ, sans compter les bonis potentiels. Mais plus on grimpe dans l'échelle, plus les salai-

res font eux aussi de la haute voltige. Travaillant de concert avec la SDBA et le Collège de l'Acadie, la Caisse populaire Évangéline finance parfois, si elle le juge nécessaire, un cours de perfectionnement dans un domaine donné pour un employé, lui accordant même des jours d'étude à chaque semaine. D'autres avantages sociaux tels qu'une assurance médicale et un régime de pension de retraite sont aussi offerts par la Caisse populaire Évangéline.

## Il faut revenir à l'Île

Diane McInnis a su flairer la bonne affaire il y a de cela 13 ans alors qu'elle a quitté son poste au gouvernement fédéral à Charlottetown pour décrocher un emploi à la Caisse populaire. Elle a étudié à l'Université de Moncton et elle est aussitôt revenue à l'Île. Mme McInnis, aujourd'hui agente de marketing, a été témoin de ces exils de certains préférant les plus grosses villes et leurs plus grands nombres d'opportunités à leur région natale. «C'est sûr que c'est difficile de trouver les gens avec les bonnes capacités, mais nous essayons de favoriser les études des jeunes et les convaincre de revenir à l'Île. Cette année nous avons donné 12 bourses d'études», raconte Diane McInnis.

«C'est un métier qui requiert la capacité de travailler en équipe, de réfléchir et d'interagir avec la clientèle», affirme l'agente de marketing. «Mais j'aime beaucoup mon travail. On fait affaire avec le public, ce n'est pas monotone, il y a toujours quelque chose de nouveau à faire», conclut-elle. ❖



Corinne Arsenault, employée bilingue de la Caisse populaire, écoute attentivement les demandes de son client.

## Nous vous avons écoutés

En mai dernier, La Voie de l'emploi a voulu savoir ce que ses lecteurs pensaient de cette toute nouvelle publication, lancée pour la première fois en mai 2007. Un an plus tard, les réponses étaient encourageantes.

La communauté francophone de l'Île apprécie cette publication qui leur fait découvrir différents domaines du marché du travail. Que ce soit pour exposer les cas de pénurie dans la province ou tout simplement pour raconter les histoires des entrepreneurs qui ont du succès, tous les commentaires reçus étaient positifs.

De ce que nous avons appris, les Acadiens croient que La Voie de l'emploi contribue à faire découvrir aux jeunes Insulaires les opportunités dans leur région et dans leur langue maternelle, le français. Ils pensent également que cela permet de contrer, partiellement, l'exode de la jeunesse vers l'Ouest.

La plupart des lecteurs désirent davantage de parutions de La Voie de l'emploi. C'est, selon eux, un des seuls endroits à l'Île où l'on peut trouver de l'information en français sur le marché du travail. Les photos et la couleur dont la section est affublée apportent une valeur ajoutée à la publication, nous disent-ils. Pour ce qui est des recommandations, l'exploration des milieux sportifs et de la santé revient plus souvent qu'à son tour, ainsi que le souhait de voir plus de profil d'entreprise. Merci de votre appui. ❖

# Faible taux d'alphabétisation chez les francophones de l'Île

**Catherine Legault  
Alexandre Gascon**

Selon les chiffres compilés par l'International Adult Literacy and Skills Survey (IALSS) en 2003, environ 40 000 travailleurs potentiels de l'Île-du-Prince-Édouard, sur les 94 200 estimés par le recensement de 2005, ont un niveau d'instruction insuffisant pour maîtriser les compétences essentielles reliées à l'alphabétisme. Et l'herbe n'est pas plus verte chez les voisins du Nouveau-Brunswick.

Le rapport de la Direction politique sur l'apprentissage, publié en mai 2006, présente des conclusions alarmantes. Ce n'est maintenant plus un secret; les Insulaires sont aux prises avec de graves troubles de littératie (lecture/écriture) et de numératie (chiffres). Environ 43 % des citoyens compris dans la tranche d'âge 16 à 65 ans sont en deçà du niveau d'alphabétisation adéquat de 3 sur une échelle de 5.

L'Institut d'été sur les collectivités sûres et en santé du Canada atlantique a présenté pour une cinquième année consécutive son programme 2008 aux Insulaires. Du 19 au 22 août, divers organismes ont offert des conférences et des activités interactives sur le thème de l'alphabétisation.

Toutes les sphères de l'alphabétisme ont été traitées durant ces quatre jours d'ateliers et de discussions. En passant par les domaines de la santé, de la sécurité, de l'économie et du travail, les idées émises par les commentateurs et conférenciers ont suscité de nombreuses réflexions sur une réalité sortie de l'ombre.



La conférence principale, comprenant la plupart des conférenciers et intervenants, a relevé de nombreux questionnements et aspects importants concernant l'alphabétisation.

## Quand l'analphabétisme nuit au travail...

«On mesure la maîtrise des compétences essentielles sur une échelle de 1 à 5. En bas du troisième niveau, le degré d'instruction est faible. Il est insuffisant pour évoluer dans la plupart des milieux de travail », analyse Barbara MacNutt, étudiante au doctorat du département d'éducation de la province et directrice de l'organisation Workplace Learning PEI Inc. «Plus de 60 % des gens qui sont au niveau un et deux, ont un emploi. Souvent mal rémunéré et avec peu de possibilités d'obtenir une

promotion», avance-t-elle.

Peu de personnes illettrées ont la chance d'emprunter la voie de l'emploi puisque leur estime personnelle est affectée. La plupart d'entre elles ne se sentent pas en sécurité et n'osent pas s'aventurer sur le marché du travail. D'autres peuvent être victimes d'intimidation et même se faire ridiculiser par leurs collègues de travail.

Victorin Boudreau, le conférencier principal, a dû faire preuve de courage et de détermination, alors qu'il a repris plusieurs niveaux scolaires. Son manque d'éducation lui a d'ailleurs valu plusieurs refus d'emploi. Après coup, il a participé à un programme d'alphabétisation et il a pu obtenir un meilleur emploi.

Il s'agit d'un segment important de l'analphabétisme qu'encore trop d'employeurs ignorent. Malgré tout, plusieurs services d'aide sont au service des analphabètes, comme le Programme communautaire de récupération scolaire à Petit-Rocher qu'a suivi M. Boudreau pour obtenir son diplôme d'études secondaires.

La Société éducative de l'Île-du-Prince-Édouard ajoute également des programmes d'alphabétisation à sa liste. Par une approche individuelle, les apprenants reçoivent les notions de base de la première à la sixième année. Un projet d'alphabétisation de type familial a été mis sur pied depuis 2004. Cette démarche développe diverses formes de littératie.

L'analphabétisme affecte beau-

coup les Provinces maritimes; l'Île-du-Prince-Édouard ne fait pas exception à la règle. Selon une enquête internationale sur l'alphabétisation des adultes, menée par Statistique Canada en 2002, «la forte concentration des francophones hors Québec à des niveaux d'alphabétisme généralement plus faibles laisse présumer qu'elle est influencée par leur situation minoritaire».

## L'alphabétisation, une histoire de famille

Comme tout bon parent, les adultes doivent s'assurer que leurs enfants restent dans le droit chemin au cours de leurs études. Le parent contribue activement au développement de sa progéniture et il s'implique dans son parcours scolaire. Des rôles que plusieurs familles ne peuvent assumer en raison de leur faible niveau d'alphabétisation.

C'est pourquoi il existe des démarches d'alphabétisation familiale. Selon le *Guide de pratiques exemplaires en alphabétisation familiale en contexte francophone minoritaire* publié par la Fédération canadienne pour l'alphabétisation en français en 2007, «l'enfant est le bénéficiaire direct de la démarche d'alphabétisation familiale, puisque l'adulte sera en mesure de poser un regard critique et d'agir sur son environnement».

C'est donc de dire que le milieu familial revêt une importance majeure sur les capacités de l'élève. ♦



Les enfants ont aussi pris part aux activités de l'Institut d'été, enchantés par l'histoire interactive qui leur était proposée.

# La ferme Arsenault Acres : une affaire de famille

**Alexandre Gascon**

L'année dernière le Conseil sectoriel d'agriculture de l'Île-du-Prince-Édouard a tenu un sondage auprès d'étudiants du secondaire sur les raisons qui les motiveraient ou, au contraire, sur celles qui les décourageraient de travailler sur une ferme ou d'en être le propriétaire. Outre une faible proportion de jeunes intéressés parce qu'ils «aiment les animaux», dans sa large majorité, le bassin sondé, rejette en bloc cette perspective. L'achat et l'entretien de la machinerie est bien trop onéreux, les conditions de travail trop exigeantes et la plupart ne comprennent pas en quoi consiste le boulot. Une situation dramatique selon Rose Mary Garrett, coordonnatrice en éducation au conseil sectoriel. «C'est très difficile d'attirer de nouveaux fermiers. Il y a beaucoup de contraintes dans ce métier et des sacrifices que les jeunes ne sont pas nécessairement prêts à faire.»

Une des solutions entrevues par Mme Garrett est de sensibiliser les futurs travailleurs à la culture biologique qui requiert moins d'investissements de départ. «On a besoin de moins d'acres de terrain, on peut commencer plus petit et les produits bio se vendent plus cher», explique-t-elle. Mais rien n'est perdu. Et ils s'en trouvent toujours pour exercer le métier.

## Arsenault Acres : une affaire de famille

La ferme Arsenault Acres située à St-Nicholas c'est 600 arpents de terre cultivée, 75 vaches destinées à la production laitière et 80 taures. Avoine, orge, graines de soya, blé d'Inde et bétail constituent sa richesse. Mais pour gérer toutes ces ressources, lorsqu'on est deux, il ne faut pas craindre de plonger corps et



Ray Arsenault (à gauche) et son frère Joey (à droite), supervisent les opérations se déroulant sur leur ferme. Le plus jeune fils de Joey s'émoustille tout au bas de la photo.

âme dans le travail.

Lancée en 1853, la ferme en est à sa cinquième génération d'éleveurs-cultivateurs. L'exploitation agricole connaît toujours un franc succès et ce, grâce à l'abnégation totale de ses fermiers dans le labeur. «On travaille du lundi au dimanche, souvent entre 80 et 90 heures par semaine», raconte l'aîné des deux frères, Ray. «Le dimanche c'est notre jour de congé, lance-t-il à la blague, on travaille juste cinq ou six heures».

Courage et fierté du résultat, c'est ce qui permet aux frères d'être si efficaces. Les 75 vaches de leur élevage sont traitées deux fois par jour et leur lait s'en va directement à ADL (Amalgamated Dairies Limited), généralement pour être transformé en fromage. Les jeunes veaux sont vendus au Québec et les taures assureront la relève laitière le jour venu. Sans compter les diffé-

rents produits agricoles que les fermiers utilisent principalement à des fins personnelles. Après un siècle et demi de dur labeur, fermiers dévoués s'étant succédé ont sué sang et eau, la ferme Arsenault Acres est autosuffisante et 100 % biologique. Aucun engrais chimique ne vient souiller la virginité de leur sol. Et ils n'en sont pas peu fiers.

«C'est sûr que c'est *tough* comme job, mais quand on aime ça on ne le voit pas vraiment comme un travail», révèle Ray. C'est leur vie à temps plein.

«Quand j'ai pris la décision de prendre ma retraite à la GRC (Gendarmerie royale du Canada) à 39 ans, je n'ai pas fait ce choix-là tout seul. J'ai consulté ma famille. Il faut que ta femme et tes enfants soient prêts à t'aider, à s'impliquer, les enfants aussi font partie de la décision». Aujourd'hui, Ray croit que la relève

est assurée. Deux de ses neveux, les fils de Joey, se montrent extrêmement intéressés par l'univers de la ferme et apportent déjà leur aide à ces éleveurs-cultivateurs chevronnés, ce qui rassure et encourage les deux frères.

## Quelques conseils

«C'est pas facile de se lancer dans le milieu et de partir de rien, mais ça se fait encore aujourd'hui», explique Ray Arsenault. «Il faut aller voir beaucoup de monde, des fermiers réputés de la région qui connaissent bien leurs affaires, et leur demander conseil.» Jouer sur le caractère solidaire des agriculteurs pour lancer son projet.

«Dans le milieu, tu fais de l'argent avant 8 heures et après 5 heures», ironise Ray qui éclate de son rire tonitruant. Une métaphore qui souligne bien le fait qu'il ne faut pas craindre de travailler très fort pour réussir. ♦

**La Voie de l'emploi** est une publication mensuelle de langue française sur la planification de carrières et la recherche d'emplois à l'Île-du-Prince-Édouard. Les opinions et les interprétations figurant dans la présente publication sont celles de l'auteur.

RESPONSABLE DE LA PUBLICATION : MARCIA ENMAN

RÉDACTEUR : ALEXANDRE GASCON

RESPONSABLE DE LA MISE EN PAGE : ALEXANDRE GASCON

IMPRESSION : ACADIE PRESSE

## La Voie de l'emploi

5, Ave Maris Stella,  
Summerside, Î.-P.-É  
C1N 6M9

Tel. : (902) 436-6005

Télé. : (902) 888-3976

Courriel : [texte2@lavoixacadienne.ca](mailto:texte2@lavoixacadienne.ca)

Site Web : le contenu de la publication est disponible en ligne

au [www.lavoixacadienne.com](http://www.lavoixacadienne.com) et

au [www.employmentjourney.com](http://www.employmentjourney.com)